



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'Environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ

du 24 DEC. 2019

mettant la société Logistique Jung en demeure de respecter
les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 avril 2009
autorisant l'exploitation des installations sur le territoire de la commune de Mommenheim

Le Préfet de la région Grand Est
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-1 et L.171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 avril 2009 portant autorisation, au titre du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement, d'exploiter une plate-forme logistique comportant un entrepôt couvert et des équipements connexes à la société LOGISTIQUE JUNG à MOMMENHEIM ;

VU le rapport du 27 novembre 2019 de l'inspection des installations classées, transmis à l'exploitant ;

CONSIDERANT que le jour de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas de registre pour consigner les observations des exercices de défense incendie ;

CONSIDERANT que ces constats constituent des non-respects des prescriptions de l'article 7.3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 6 avril 2009 ;

CONSIDERANT que le jour de l'inspection, il a été constaté qu'il manquait une réserve d'eau de 260 m³ pour la défense incendie ;

CONSIDERANT que ce constat constitue un non-respect des prescriptions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 6 avril 2009 ;

CONSIDERANT que le jour de l'inspection, il a été constaté que de la végétation avait poussé dans le bassin d'orage qui sert à confiner les eaux incendie et de ce fait altérerait l'étanchéité de celui-ci ;

CONSIDERANT que ce constat constitue un non-respect des prescriptions de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 6 avril 2009 ;

CONSIDERANT qu'en cas de non respect des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin ;

ARRETE

Article 1^{er} : La société Logistique Jung dont le siège social se situe RD 21 – 67670 MOMMENHEIM, est mise en demeure de respecter sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Les prescriptions des articles 7.3.3.2, 7.6.3 et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 6 avril 2009 susvisé ; les points faisant l'objet de la mise en demeure sont repris ci-après :

« Article 7.3.3.2

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de l'entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé tous les deux ans.

Les observations auxquelles il peut avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et services d'incendie et de secours. »

« Article 7.6.3

L'exploitant dispose a minima de :

- *une réserve d'eau constituée au minimum de 260 m³, reliée au réseau d'approvisionnement en eau de la ville. Elle est protégée contre le gel.*
- *[...] »*

« Article 7.6.8.1

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à une capacité de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 2356 m³ (1072 m³ retenus dans les cellules et 1270 m³ stockés dans la rétention formée par les quais), puis rejoignent le bassin d'orage d'une capacité minimale de 680 m³, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête, avant rejet vers le milieu naturel.

[...]

Ces capacités de confinement sont maintenues en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. »

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Logistique Jung par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au Sous-Préfet de Haguenau-Wissembourg
- au maire de Mommenheim

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Yves SEGUY

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG (31, avenue de la Paix-BP 51038– 67070 Strasbourg Cedex)) ou sur le site www.telerecours.fr, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.